

LA BELGIQUE SOUS L'OCCUPATION ALLEMANDE.

Mémoires du ministre d'Amérique à Bruxelles.

Brand WHITLOCK

1917. Chapitre III : L'attente.

Le lendemain, un samedi, je passai la journée entière à la Légation, attendant un mot de Washington. Le dimanche, nous attendîmes à l'Orangerie, si paisible encore avec son grand parc plongé dans la blanche solitude de la neige craquant sous nos pas. Villalobar vint à l'heure du thé et, avant qu'il eût dit un mot, j'avais lu sur son visage la nouvelle : le Président avait rompu les relations diplomatiques ; il le savait par Lancken qui lui avait montré les dépêches de Reuter et de Wolff. Le marquis finissait de parler quand arriva Ruddock avec Gregory, rentrant de Hollande.

- *Oui – fit Gregory, avec son calme d'homme d'affaires –, le Président a rappelé Gerard et donné ses passeports à Bernstorff.*

Nous nous perdions en commentaires futiles et nous demandions ce que deviendrait le ravitaillement.

Le lendemain, je me rendis à la Légation par les rues froides et désertes. Devant les écuries du Roi, un groupe de passants observait, dans le brouillard, les opérations de la réquisition des chevaux. Ceux-ci étaient rassemblés sous la garde de uhlans montés, tenant au poing leurs lances

aux fanions ternis. A la Légation, on me dit que von der Lancken était parti pour Berlin. Moltke avait l'air grave ; Lancken ne rentrerait pas avant jeudi, mais espérait me voir alors. On était abattu à la *Politische Abteilung* ; on ne s'attendait pas, évidemment, à ce que le Président agît aussi vite et avec autant de décision. L'on ne gardait pas d'illusions quant à l'issue des ruptures diplomatiques ; von Moltke croyait que ce serait la guerre et pour bientôt. Il ne concevait pas, me disait-il, en me traduisant, de l'allemand en français, le message du Président, que l'Allemagne fût si mal comprise en Amérique. Nous causâmes quelque temps sans objet précis, car aucun de nous ne savait rien d'une manière officielle.

Pendant la journée, la Légation ne désemplit pas de visiteurs venant aux nouvelles ; entre autres Blancas (**Note**), mon collègue de la République Argentine, et M. Lemonnier. Villalobar allait et venait et, vers la soirée, nous eûmes la visite de M. Gregory et de M. Francqui. Ce dernier souhaitait que les membres de la C.R.B. pussent continuer leur tâche et, tandis que nous causions, un télégramme arriva de Londres, me priant d'annoncer au peuple belge que le ravitaillement continuerait. Pour la première fois, ce jour-là, nous nous prîmes à sourire devant l'incapacité de ceux du dehors à comprendre que la Belgique ne jouissait plus d'aucune de nos libertés d'Occident

et que personne, sauf les autorités allemandes, n'y pouvait annoncer quelque chose au public.

Nous nous réinstallâmes à la Légation, séjour peu enviable vu le va-et-vient des visiteurs, l'encombrement des malles et des caisses d'emballage, les portes ballantes qui vous envoyaient des courants d'air glacés. Tous les départs sont tristes et celui-ci le fut particulièrement. Les hommes qui venaient me dire au revoir avaient les yeux humides et le soir, quand nous nous échappâmes pour dîner chez les Allard, notre bon de Sinçay, levant son verre pour boire à la santé de ma femme, commença un petit discours touchant qu'il n'eut pas la force d'achever. Notre situation avait ce caractère unique – je ne l'ai peut-être pas assez montré dans ces pages – que nous étions entourés d'amis rendus plus chers par tant de souffrances partagées. Et la séparation nous en devenait plus pénible.

Nos adieux échangés, nous ne partîmes pas encore. Il nous fallut rester en scène, sans progression d'intérêt ; nous ne pouvions faire de projets, j'attendais les instructions de Washington et le retour de Lancken. Nous ne trouvions plus dans le travail un soulagement à l'incertitude, car la nouvelle avait paralysé toute activité ; nous ne pouvions qu'attendre et patienter, nous demandant, Ruddock et moi, s'il fallait brûler nos codes chiffrés ou risquer de les prendre avec nous.

Le comte Harrach me fit, cet après-midi, une visite de la part du gouverneur général qui, rentré de Wiesbaden et toujours malade, avait dû s'aliter au château de Trois-Fontaines.

Le comte Harrach me transmit les compliments du gouverneur général et ses vœux de me voir rester en Belgique.

- *Son Excellence dit que la cessation du ravitaillement serait une calamité. Il souhaite ardemment que vous restiez pour assurer sa continuation. En Allemagne – le comte s'arrêta un moment –, en Allemagne nous avons à peine à manger nous-mêmes ; nous ne pouvons rien donner aux Belges.*

Les raisonnements des théoriciens sur la convention de La Haye et le devoir qu'a l'occupant de nourrir la population me revenaient à l'esprit.

- *On est très serré – ajoutait le comte, avec un petit rire qui voulait couvrir l'embarras de la situation.*

Je priai le comte de transmettre mes compliments et mes remerciements au gouverneur général et de lui dire que je ferais tout ce qui dépendrait de moi pour soutenir l'oeuvre du ravitaillement, mais que je ne pouvais rien dire de définitif avant d'avoir reçu mes instructions. Je me trouvais dans une situation prévue. J'y avais songé pendant mes veilles et j'avais décidé que nous remplacerions les délégués américains par des Hollandais et des Espagnols. Hoover était du

même avis ; ainsi le ravitaillement pourrait continuer. Mais à présent ma solution ne paraissait plus aussi simple. Qu'on se prépare tant qu'on le veuille à un événement, l'imagination ne prévoit pas tout ; les choses n'arrivent jamais exactement comme on les attendait. Je n'avais pas d'illusion sur l'euphémisme « rupture des relations diplomatiques » ; je savais que cela signifiait la guerre. Diplomatiquement, ma ligne de conduite était simple : quitter la Belgique et me rendre au Havre, siège du Gouvernement belge. Mais je ne pouvais partir et laisser en arrière les hommes de la C.R.B. Pendant la visite de Harrach et après son départ, je tournais et retournais dans mon esprit le vieux problème il faut que le ravitaillement des Belges continue, que la vaillante nation puisse vivre et que les membres de la C.R.B. soient conduits hors de Belgique.

Le temps devenait de plus en plus froid. Les corridors de la Légation résonnaient de coups de marteaux et de grincements de scies, car Gustave emballait les archives, et les visiteurs affluaient plus encore qu'en août 1914 : gens venus aux nouvelles ou venus pour nous dire adieu, ou membres de la C.R.B. qui faisaient régler leurs passeports. Parmi ces visiteurs, un matin, se présenta M. Louis Franck, l'éloquent député faisant fonctions de bourgmestre à Anvers. De la part du Comité provincial d'Anvers, il me demandait de rester.

- *Votre présence sera une consolation pour le peuple – me disait-il généreusement –, il aura moins faim, vous présent, que si vous partez. Dans d'humbles villages des Flandres des gens prient le soir pour que vous restiez parmi nous.*

Sa voix musicale aux cordes profondes et sa prononciation forte et caractérisée rendaient son appel émouvant.

- *Même si le ravitaillement continue, restez parmi nous, car le réconfort moral que vous nous donnerez nous fera du bien.*

Le comte von Moltke continuait à m'envoyer mes câblo-grammes et finalement le plus important arriva, me donnant pour instructions de confier les intérêts américains à Villalobar, de quitter la Belgique, accompagné de nos consuls et de me rendre au Havre auprès du Gouvernement belge.

Mais cette dépêche fut modifiée par une autre, corrigeant celle reçue quelques jours auparavant ; ainsi transformée, elle m'autorisait à rester à Bruxelles si ma présence assurait la continuation du ravitaillement.

Quand Lancken rentra de Berlin, j'allai le voir dans son bureau surchauffé, donnant sur le parc couvert de neige, où les pauvres mouettes survolaient en vain l'endroit où naguère les passants leur jetaient des miettes à travers la grille. Il me reçut cordialement et, assis devant sa table jonchée de papiers, me dit que la rupture des

relations diplomatiques l'avait surprise ; comme s'il sentait à nouveau le choc de cette surprise, il se renversait sur sa chaise et s'exclamait :

- *Hé ! mon Dieu, à quoi bon ! A quoi bon ?*

Ses yeux bleus me jetaient un regard interrogateur ; il reprit :

- *Je m'attendais à une protestation très forte, oui, mais pas à ceci.*

Je me dis qu'il y aurait bien d'autres surprises pour ces têtes de Berlin qui s'étaient trompées avec tant de persistance au sujet du caractère des Américains et de leur patient Président, mais le temps des explications était passé.

- Et le ravitaillement ? – demandai-je.

Le baron me pria de rester à Bruxelles et dit que le gouverneur m'en serait reconnaissant.

Mais en quelle qualité ?

Oh ! évidemment pas en qualité de ministre ..., mais pourquoi pas comme président honoraire de la C. R. B. ? On consentirait à ce qu'une demi-douzaine de membres restassent pour contrôler le travail, Gregory et Gray, par exemple, peut-être même Ruddock et le consul général Diederich. Lancken trouvait dans ma présence une sécurité et il répondait de la manière dont je serais traité. Pourtant la liberté des membres de la C.R.B. serait diminuée ; ils ne pourraient plus, désormais, employer leurs autos. A ce propos, il se permettait de me faire remarquer que, mon pays ayant rompu les relations diplomatiques avec l'Allemagne,

j'avais commis une incorrection diplomatique en laissant flotter mon drapeau sur la Légation.

Je supposai que, dans cette dernière observation, il avait pour lui l'étiquette et l'usage, mais le reste m'avait écoeuré ; dans les conditions qu'il proposait, nous ne pouvions demeurer ici en toute dignité, et je connaissais trop bien la mentalité des fonctionnaires allemands pour espérer, après cela, que nous pussions continuer le ravitaillement. Au point de vue pratique, la conversation était sans résultats. Je priai le baron de mettre ses propositions par écrit et je le quittai.

Je fis appeler Gregory et le mis au courant de l'attitude officielle envers la C.R.B. Il décida d'en informer Hoover par câblogramme ; Gray allait à Rotterdam l'après-midi, il pourrait envoyer la dépêche de là-bas. Bien que peu de choses pussent encore nous surprendre, la menace aux libertés de la C.R.B. était inattendue ; à la *Vermittlungstelle*, on avait dit à Gregory que les membres de la C.B.R. ne subiraient aucune diminution de leurs privilèges. Sur quoi Gregory avait renvoyé à leur poste les sept délégués du nord de la France.

L'exposé écrit des propositions du baron von der Lancken prit la forme d'une lettre * adressée au marquis de Villalobar, qui me la transmit. La lettre exprimait le désir de voir l'oeuvre du ravitaillement continuer et certains membres de la C.R.B. rester en Belgique avec moi. On avait omis

toute allusion à ma capacité officielle et toutes les formules de respect en usage dans la diplomatie. Les Allemands attachaient une grande importance à ces formules et se montraient toujours irrités quand on les omettait à leur égard, mais ils n'avaient aucune raison de continuer les rapports diplomatiques avec moi quand mon Gouvernement exprimait la volonté de ne plus avoir de relations diplomatiques avec l'Allemagne. S'il n'avait été question que de moi, tout eût été bien simple, je n'avais qu'à demander mes passeports et à partir. Mais rien n'était simple en Belgique, toute situation y devenait complexe, imprévue et sans précédent. L'oeuvre du ravitaillement entreprise par l'Amérique subsistait, le besoin s'en faisait sentir plus que jamais ; il y avait encore en Belgique une soixantaine d'Américains engagés à cette besogne et dont j'étais responsable. Il ressortait de la lettre du baron von der Lancken au marquis de Villalobar que les Allemands ne voulaient pas voir retomber sur eux la charge de nourrir la Belgique, au cas où le ravitaillement cesserait et où les Belges seraient exposés à la famine ; je tenais à ce que la charge ne retombât pas uniquement sur les Américains et j'écrivis dans ce sens au marquis de Villalobar.

Je fis appeler Gregory et le mis au courant de l'attitude officielle envers la C.R.B. Il décida d'en informer Hoover par câblogramme ; Gray allait à Rotterdam l'après-midi, il pourrait envoyer la dépêche de là-bas. Bien que peu de choses

pussent encore nous surprendre, la menace aux libertés de la C.R.B. était inattendue ; à la *Vermittlungstelle*, on avait dit à Gregory que les membres de la C.B.R. ne subiraient aucune diminution de leurs privilèges. Sur quoi Gregory avait renvoyé à leur poste les sept délégués du nord de la France.

L'exposé écrit des propositions du baron von der Lancken prit la forme d'une lettre * adressée au marquis de Villalobar, qui me la transmit. La lettre exprimait le désir de voir l'oeuvre du ravitaillement continuer et certains membres de la C.R.B. rester en Belgique avec moi. On avait omis toute allusion à ma capacité officielle et toutes les formules de respect en usage dans la diplomatie. Les Allemands attachaient une grande importance à ces formules et se montraient toujours irrités quand on les omettait à leur égard, mais ils n'avaient aucune raison de continuer les rapports diplomatiques avec moi quand mon Gouvernement exprimait la volonté de ne plus avoir de relations diplomatiques avec l'Allemagne. S'il n'avait été question que de moi, tout eût été bien simple, je n'avais qu'à demander mes passeports et à partir. Mais rien n'était simple en Belgique, toute situation y devenait complexe, imprévue et sans précédent. L'oeuvre du ravitaillement entreprise par l'Amérique subsistait, le besoin s'en faisait sentir plus que jamais ; il y avait encore en Belgique une soixantaine d'Américains engagés à cette besogne

et dont j'étais responsable. Il ressortait de la lettre du baron von der Lancken au marquis de Villalobar que les Allemands ne voulaient pas voir retomber sur eux la charge de nourrir la Belgique, au cas où le ravitaillement cesserait et où les Belges seraient exposés à la famine ; je tenais à ce que la charge ne retombât pas uniquement sur les Américains et j'écrivis dans ce sens au marquis de Villalobar.

Puis, soudain, nous fûmes tous convoqués à la *Politische Abteilung* ; le baron von der Lancken, le Dr Reith, le Dr Brohn s'y rendirent, ainsi que le marquis de Villalobar, M. van Vollenhoven et moi. Il surgissait une complication nouvelle au sujet de la route à prendre par les bateaux de la C.R.B. Les Allemands insistaient pour que les bateaux suivissent l'étroit passage qu'ils avaient marqué tout autour des îles du nord de l'Angleterre, et le Gouvernement anglais insistait pour que les bateaux s'arrêtassent dans un port britannique et qu'on pût les inspecter. Le Gouvernement anglais consentait à passer outre, à condition que les bateaux pussent obtenir un sauf-conduit par la zone dangereuse, ce que les Allemands refusaient:

- *Nous n'allons pas permettre aux Anglais de mettre le drapeau de la C.R.B. sur leurs propres navires pour leur faire passer la zone dangereuse – dit von der Lancken.*

La question ne pouvait être tranchée qu'à Berlin, et nous décidâmes d'avoir recours aux

services de l'ambassadeur d'Espagne dans cette capitale.

Le baron von der Lancken exposa un projet de son Gouvernement, proposant de remplacer les délégués américains par des délégués d'autre nationalité.

- *Le Gouvernement suisse a offert des délégués, et le Gouvernement allemand a accepté* – dit-il.

Mais Villalobar considérait ceci comme un empiétement.

- *Le Gouvernement allemand n'a rien à voir avec les délégués* – répondit-il –. *Cela regarde les ministres protecteurs.* (Note)

Une discussion animée commença entre le marquis et le baron ; je la suivis avec plaisir ; ma nouvelle position après tout n'était pas sans avantages. Je m'inquiétais peu de savoir si les nouveaux délégués seraient espagnols, hollandais ou suisses, pourvu qu'ils vinssent vite et que mes Américains pussent partir et le ravitaillement continuer. La question ne fut point résolue et, quand on leva la séance, von der Lancken me prit à part dans la petite salle à manger et nous nous assîmes à la longue table du mess des officiers, où la nappe était toujours mise.

- *Et maintenant* – dit-il –, *votre position ?*

Il fallait qu'il fût fixé tout de suite, afin de télégraphier à Berlin immédiatement : telle était

l'impatiente manière allemande. Je lui dis que je ne pouvais répondre et le reverrais le lendemain.

Le lendemain, j'allai le trouver à 4h30. Je lui dis qu'en cas de guerre je partirais immédiatement avec les membres de la C.R.B. Autrement, je consentirais à rester jusqu'à ce que les délégués américains fussent remplacés par ceux d'une autre nationalité, ou jusqu'à ce que le ravitaillement fût assuré d'une autre façon ; mais je me réservais le droit de partir n'importe quel jour, accompagné de mon personnel, de ma famille et de mes domestiques, avec les égards dus à mon rang. Il y consentit.

- *Je vous le dis maintenant officiellement, comme je l'ai dit à Villalobar hier ou l'autre jour – dit-il.*

Puis nous parlâmes des trains spéciaux (je lui avais dit que je passerais par la Suisse), de la difficulté d'en obtenir vu les exigences militaires ; Lancken répéta, frappant la table de son crayon comme pour appuyer sur chaque point :

- *Vous partirez quand vous voudrez, soit demain, soit la semaine prochaine, soit dans six mois, comme si vous étiez parti le même jour que M. Gerard a quitté Berlin. Et maintenant – fit-il en prenant une longue feuille de papier officiel –, qu'allons-nous dire aux journaux ?*

J'avais oublié qu'il y eût encore des journaux dans le monde et je lui dictai cette simple note, qu'il écrivit :

« *Le ministre d'Amérique restera provisoirement à Bruxelles pour rendre service pendant qu'on effectuera les changements dans le personnel de la C.R.B.* »

Je partis en songeant à M. Gerard, déjà en Suisse, à l'abri des difficultés.

Le lendemain, jour de la Saint-Valentin, Hoover n'oublia pas les Allemands. Grégory nous apporta de grand matin la copie d'un long télégramme venu par le courrier de Rotterdam, disant qu'en présence des déclarations de Lancken restreignant les privilèges de la C.R.B., les Américains seraient immédiatement retirés de Belgique. Des détails suivaient sur la clôture des livres de comptes. La dépêche nous fit plaisir ; celle-ci du moins ne manquait pas de précision !

Quand nous fûmes de nouveau réunis dans le salon Louis XVI – Lancken, Villalobar, Brohn, Reith, Gregory et moi –, nous apprîmes que les Allemands avaient déjà reçu le télégramme ; il avait été transmis en clair par la *Vermittlungstelle*, car Hoover l'avait lancé en double, intentionnellement. Lancken avoua qu'il n'y comprenait rien ; il ne goûtait pas l'allusion faite à lui-même et ne souhaitait pas qu'on le tînt pour responsable du retrait des Américains. Il passait à bon droit pour un des diplomates les plus habiles

de l'Allemagne, mais quand il se tourna vers Gregory, il rougit d'embarras ; il dit que lorsqu'il m'avait parlé, il était sous l'impression que la guerre était inévitable ; l'éventualité lui semblait maintenant moins probable, ce qui changeait la situation. Les délégués pourraient donc agir en tout comme précédemment ; sur quoi M. Gregory dit qu'il recommanderait à M. Hoover de les maintenir à leurs postes. M. Francqui avait été invité à la réunion, mais la question avait été si promptement résolue qu'il arriva pour le dénouement. Quand nous fûmes dehors, sur le trottoir, Villalobar, Francqui, Gregory et moi, M. Francqui, s'adossant au mur, se mit à rire, et Villalobar s'écria :

- *Hoover est le meilleur diplomate de nous tous.*

Les jours passèrent parmi les frictions, les embarras, les humiliations, les dangers d'une position rendue impossible d'un côté par les exigences de la situation diplomatique, de l'autre par les besoins du ravitaillement. M. Hoover à trois milliers de milles de nous, en un temps de communications lentes et difficiles, était sans contact avec la situation, sans notion sur cet élément essentiel, « *l'atmosphère* ». On apprit que les Allemands m'avaient prié de retirer mon drapeau ; la rumeur s'amplifia jusqu'à décrire les Allemands arrachant et déchirant mon drapeau. Une dépêche arriva disant que, puisque mes privilèges avaient été réduits, je devais partir, à

moins qu'ils ne fussent rétablis à l'instant ainsi que ceux de la C.R.B. Je me rendis à la *Politische Abteilung* et passai deux heures avec le baron. Il était bien disposé, souriant, agréable :

- Nous parlerons d'abord – dit-il – *en amis et, puis, officiellement.*

D'abord, il tenait à dissiper certains malentendus. Les privilèges des Américains de la C.R.B. n'avaient selon lui jamais été réduits, par conséquent, inutile de discuter leur restauration. En second lieu, les Anglais tâchaient d'exciter les Américains par des histoires d'injures infligées à la C.R.B. et à moi ; il débita le discours imaginaire d'un homme d'État anglais anathématisant les Allemands barbares, imitation qui manquait de vraisemblance car il la fit en français. Il répéta qu'on désirait beaucoup voir le ravitaillement continuer et les Américains rester, que c'était une oeuvre purement américaine et que les Allemands doutaient de l'aptitude des autres à la continuer. En cas de guerre – il n'aimait pas ce mot et croyait la guerre moins certaine à présent –, il espérait que l'organisation de la C.R.B. à New-York, à Londres et à Rotterdam continuerait de fonctionner comme auparavant et que, si d'autres peuples devaient envoyer des délégués, ils ne remplaceraient les Américains que graduellement.

- *Mais avant tout* – dit-il –, *nous voudrions que vous restiez.*

Il arriva enfin au point, principal.

- *Bien que nous soyons disposés à vous témoigner toute la courtoisie, à vous accorder tous les privilèges d'un diplomate, nous ne pouvons reconnaître officiellement votre statut diplomatique, puisque l'Amérique elle-même a rompu des relations que nous désirions continuer. Quant au drapeau, nous préférierions qu'il fût enlevé ; car, à la veille d'une grande bataille, la ville étant pleine de troupes, on ne sait quel acte peut commettre un soldat irresponsable, et des incidents regrettables en pourraient résulter.*

Quant au courrier, MM. les militaires ne consentiraient

été réduits, je devais partir, à moins qu'ils ne fussent rétablis à l'instant ainsi que ceux de la C.R.B. Je me rendis à la *Politische Abteilung* et passai deux heures avec le baron. Il était bien disposé, souriant, agréable :

- Nous parlerons d'abord – dit-il – *en amis et, puis, officiellement.*

D'abord, il tenait à dissiper certains malentendus. Les privilèges des Américains de la C.R.B. n'avaient selon lui jamais été réduits, par conséquent, inutile de discuter leur restauration. En second lieu, les Anglais tâchaient d'exciter les Américains par des histoires d'injures infligées à la C.R.B. et à moi ; il débita le discours imaginaire d'un homme d'État anglais anathématisant les Allemands barbares, imitation qui manquait de

vraisemblance car il la fit en français. Il répéta qu'on désirait beaucoup voir le ravitaillement continuer et les Américains rester, que c'était une oeuvre purement américaine et que les Allemands doutaient de l'aptitude des autres à la continuer. En cas de guerre – il n'aimait pas ce mot et croyait la guerre moins certaine à présent –, il espérait que l'organisation de la C.R.B. à New-York, à Londres et à Rotterdam continuerait de fonctionner comme auparavant et que, si d'autres peuples devaient envoyer des délégués, ils ne remplaceraient les Américains que graduellement.

- *Mais avant tout* – dit-il –, *nous voudrions que vous restiez.*

Il arriva enfin au point, principal.

- *Bien que nous soyons disposés à vous témoigner toute la courtoisie, à vous accorder tous les privilèges d'un diplomate, nous ne pouvons reconnaître officiellement votre statut diplomatique, puisque l'Amérique elle-même a rompu des relations que nous désirions continuer. Quant au drapeau, nous préférierions qu'il fût enlevé ; car, à la veille d'une grande bataille, la ville étant pleine de troupes, on ne sait quel acte peut commettre un soldat irresponsable, et des incidents regrettables en pourraient résulter.*

Quant au courrier, MM. les militaires ne consentiraient pas à ce que j'en eusse un régulier,

mais je pouvais envoyer mon courrier par celui de Villalobar.

- *Merci* – lui dis-je –, pour une prérogative dont je jouis déjà.

Là-dessus, il rougit, sourit et m'annonça qu'il m'écrirait une lettre personnelle.**

- *Je dois m'adresser à vous comme à Monsieur Brand Whitlock n'est-ce pas ?* – et il appuyait sur le mot « *monsieur* ».
- *Comme vous voulez* – dis-je.

La lettre qu'il voulait m'écrire était destinée à être publiée plus tard afin de le couvrir si on l'accusait de n'avoir pas fait son possible pour maintenir le ravitaillement. Je lui dis alors que j'attendrais sa lettre avant de répondre à ses propositions. Et je partis, après une conversation de deux heures qui n'avait pas changé grand'chose à ma position.

La lettre qui me parvint deux jours après ne contenait rien qui ne se trouvât déjà dans la lettre écrite à Villalobar.

Brand WHITLOCK

Ce livre, *La Belgique sous l'occupation allemande : mémoires du ministre d'Amérique à Bruxelles*, a été traduit de l'anglais par le Professeur **Paul de Reul**, de l'Université de Bruxelles, ce qui n'est pas mentionné en « *page de titre* » mais bien sur une page antérieure à la page 1. Voir :

<http://www.idesetautres.be/upload/BRAND%20WHITLOCK%20BELGIQUE%20OCCUPATION%20ALLEMANDE%201914-1917%20TABLE%20MATIERES.zip>

On y dit : « Un grand nombre de documents, ainsi que certaines explications indispensables aux lecteurs anglais et américains, ont été supprimés, n'étant pas nécessaires pour les lecteurs français ou belges. »

Nous les reproduisons d'après l'original anglais publié sur notre site :

<http://www.idesetautres.be/?p=ides&mod=iea&smod=ieaFictions&part=belgique100>

* A Son Excellence le Marquis de Villalobar,
Ministre d'Espagne,
Bruxelles.

POLITISCHE ABTEILUNG

bei dem

Generalgouverneur in Belgien

V. 2676

Bruxelles, le 10 février 1917

Monsieur le Ministre :

La rupture des relations diplomatiques entre le Gouvernement Impérial et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique pourrait faire naître l'impression qu'une situation nouvelle a été créée pour l'oeuvre du ravitaillement de la population civile des territoires occupés de la Belgique et du Nord de la France.

Pour éviter que des malentendus ne se produisent à cette occasion, je m'empresse de faire savoir à Votre Excellence qu'une pareille opinion me paraîtrait erronée, cette oeuvre jouissant du haut patronage du Gouvernement que Votre Excellence représente et de celui des Pays-Bas en même temps et au même titre que le Gouvernement des Etats-Unis. Si, donc, le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Espagne estime devoir continuer à accorder sa haute protection à l'oeuvre du ravitaillement, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement Impérial et que Monsieur le

Gouverneur Général en Belgique accorderont à l'avenir comme ils l'ont fait jusqu'ici, et en conformité avec les accords conclus, leur aide et leur protection à cette oeuvre si bienfaisante pour les populations éprouvées des territoires occupés de la Belgique et du Nord de la France.

La possibilité devant être envisagée que certains membres américains de la Commission for Relief in Belgium estimeront devoir retourner dans leur pays, je pense que Votre Excellence croira utile de remplacer ceux-ci par d'autres personnes qui paraîtraient, à Votre Excellence, pouvoir convenir pour cette mission, la Commission ayant été depuis sa création, composée de membres neutres de nationalités diverses.

Monsieur le Gouverneur Général désire toutefois soumettre à l'appréciation de Votre Excellence si Elle juge désirable que certains membres américains de la Commission for Relief continuent à exercer leurs fonctions à la direction de cette Commission à Bruxelles. Si Votre Excellence était de cet avis. Monsieur le Gouverneur Général serait content de voir Monsieur Brand Whitlock consacrer aux travaux de la Commission for Relief une activité dont, je suis certain, cette institution ne se verrait privée qu'à regret ; je prierais dans ce cas Votre Excellence de bien vouloir s'entendre avec Monsieur Brand

Whitlock sur la forme sur laquelle son concours pourrait rester acquis à la dite Commission.

Je prie Votre Excellence de bien vouloir me faire connaître les mesures qu'Elle compte prendre pour assurer, comme par le passé, le bon fonctionnement de l'oeuvre dont Elle a bien voulu accepter le patronage et qui poursuit avec tant de succès depuis bientôt deux ans et demi, le but humanitaire et élevé d'alléger pour les populations des territoires occupés le fardeau de la guerre.

Je profite de l'occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

Lancken

Legation of the United States of America
A Son Excellence Monsieur le Marquis de Villalobar
etc., etc.,
Bruxelles

N°602

Bruxelles, le 12 février 1917

Mon cher collègue et ami :

J'ai reçu avec plaisir votre aimable communication du 11 courant, par laquelle vous m'envoyez une lettre, datée du 10 février, de S. E. Monsieur le Baron von der Lancken-Wakenitz. Dans cette lettre, S. E. Monsieur le Baron von der Lancken-Wakenitz dit que "*la rupture des relations diplomatiques entre le Gouvernement Impérial et le*

Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique pourrait faire naître l'impression qu'une situation nouvelle a été créée pour l'oeuvre du ravitaillement des territoires occupés de la Belgique et du nord de la France" — et — "pour éviter que des malentendus ne se produisent à cette occasion" il s'empresse de faire savoir à Votre Excellence que "si le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Espagne estime devoir continuer à accorder sa haute protection à l'oeuvre du ravitaillement, le Gouvernement Impérial et S. E. Monsieur le Gouverneur Général en Belgique accorderont à l'avenir, comme ils l'ont fait jusqu'ici et en conformité avec les accords conclus, leur aide et leur protection".

S. E. Monsieur le Baron von der Lancken-Wakenitz a l'obligeance de dire également que S. E. Monsieur le Gouverneur Général désire soumettre à l'appréciation de Votre Excellence si Elle juge désirable que certains membres américains de la Commission for Relief in Belgium continuent à exercer leurs fonctions à la direction de cette Commission à Bruxelles.

Précisément, au moment où la nouvelle de la rupture des relations diplomatiques entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement Impérial a été annoncée, Monsieur Hoover, Directeur de la Commission for Relief in Belgium, a fait savoir que la Commission continuerait à fonctionner et à assurer le

ravitaillement de la population civile de la Belgique et de la partie occupée du nord de la France, si l'on pouvait trouver le moyen de concilier les différences qui existent entre les groupes de belligérants en ce qui concerne la route que les bateaux de la Commission for Relief in Belgium doivent suivre pour porter leur cargaison jusqu'à Rotterdam. Comme Votre Excellence le sait, en même temps que Monsieur Hoover nous envoyait cette nouvelle par télégramme, il notifiait à tous les membres de la Commission for Relief in Belgium son désir de les voir rester à leur poste jusqu'à ce que l'on trouve le moyen de sortir de la situation nouvelle.

En ce qui concerne, donc, les membres de la Commission for Relief in Belgium, puisque, d'une part, depuis le commencement de la guerre, plus de 140 Messieurs américains sont venus en Belgique pour travailler pour la Commission for Relief in Belgium sans aucune rémunération, et sans aucune récompense sauf la satisfaction d'avoir fait leur devoir dans une oeuvre purement humanitaire, et que d'autre part, leur directeur a ordonné à ceux d'entre eux, au nombre de 40 environ, qui sont actuellement en Belgique, de rester à leur poste, je suis heureux de dire que les Américains sont prêts à continuer toute leur aide et tout leur concours à cette oeuvre ; et si, dans les accords que nous espérons tous voir intervenir entre les intéressés, il semble désirable que les

Américains restent à la direction de cette Commission, ils le feront avec le dévouement qu'ils y ont apporté jusqu'à présent.

Evidemment, il y a d'autres questions que celles qui sont envisagées dans la lettre de S. E. Monsieur le Baron von der Lancken-Wakenitz, c'est-à-dire celles qui concernent le fonctionnement de la Commission en dehors du pays dont la population bénéficie de l'activité de l'oeuvre. Comme vous le savez, la Commission for Relief in Belgium, par ses bureaux de New-York, de Londres et de Rotterdam, et avec le concours de nombreux sous-organismes, assure l'accomplissement de sa tâche, en conduisant les bateaux à travers les mers jusqu'au port de Rotterdam. Les événements récents ont augmenté, dans la plus large mesure, les difficultés, déjà si grandes, de cette tâche : difficulté d'obtenir les bateaux et les marins, prix élevé des assurances, difficulté de tracer sa route parmi les différents champs de mines, les différentes zones dangereuses et les différentes réservations faites dans la mer par les différents belligérants, ainsi que les exigences, souvent en opposition, des différents gouvernements. Le problème est devenu aujourd'hui d'une gravité énorme.

Cependant, comme vous le savez, Monsieur Hoover, qui est à New-York, et d'autres personnes intéressées dans l'oeuvre, cherchent

incessamment le moyen de sortir de toutes les difficultés. Votre Excellence a même eu la bonté d'assurer Monsieur Hoover de son désir généreux de lui porter toute l'aide et tout le concours possibles, et je suis sûr que si tout le monde y met toute la bonne volonté que Votre Excellence a mise dans cette oeuvre dès le commencement, nous trouverons le moyen de surmonter les difficultés actuelles et d'assurer, pendant le temps où cette guerre doit encore infliger ses maux et ses horreurs sur la terre, la continuation de cette oeuvre à laquelle vous et moi avons travaillé depuis le début.

Il me paraît donc que si l'on parvient à solutionner le problème qui se pose à l'extérieur — ce que je crois et espère de tout mon coeur — puisque la Commission for Relief in Belgium est toute disposée à poursuivre son oeuvre, nous trouverons le moyen d'arranger les questions qui nous concernent directement, ici dans le pays, et qui sont peut-être moins difficiles à solutionner que les autres, comme nous avons si souvent, depuis l'origine de l'organisme, trouvé le moyen de résoudre les grandes difficultés qui en étaient inséparables.

Dans sa lettre S. E. Monsieur le Baron von der Lancken-Wakenitz a l'obligeance de dire que si certains membres de la Commission for Relief in Belgium continuent à exercer leurs fonctions à la direction de cette Commission, S. E. Monsieur le

Gouverneur Général "*serait content de voir Monsieur Brand Whitlock consacrer aux travaux de la Commission une activité dont, je suis certain, cette institution ne se verrait privée qu'à regret*", et il prie Votre Excellence "*de bien vouloir s'entendre avec Monsieur Brand Whitlock sur la forme dans laquelle son concours pourrait rester acquis à la dite Commission*".

Je suis vraiment très sensible à cette marque d'égard, et serais très heureux de continuer à apporter à l'oeuvre l'intérêt et les soins que je lui ai voués depuis sa création, de toute façon compatible avec la position que j'ai l'honneur d'occuper au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

Veillez recevoir, mon cher Collègue et ami, les assurances de ma haute considération et de mes sentiments les plus sincèrement dévoués.

Brand Whitlock

Legación de España en Bélgica
A Son Excellence l'Honorable Brand Whitlock,
Ministre Plénipotentiaire
des Etats-Unis d'Amérique.

Bruxelles, le 26 février 1917

Mon cher collègue et ami :

Je viens de recevoir votre lettre du 12 courant se référant à ma communication du 11 du même mois vous transmettant celle du 10 de Son Excellence Monsieur le Baron von der Lancken-Wakenitz.

En remerciant Votre Excellence de ses bienveillantes et amicales paroles je n'ai pas besoin de lui renouveler ni mon attachement ni le dévouement que j'ai pour sa personne et pour la noble cause qui a uni dans les annales de cette horrible guerre et nos deux noms et ceux de nos pays dans une seule et humanitaire idée qui a été celle de sauver de la famine sept millions d'habitants du pays auprès duquel nous nous honorons, étant accrédités, et à celle d'aider cette pauvre Belgique dans les horreurs de la guerre. Pendant trois années, mon cher Collègue, nous avons travaillé la main dans la main et les coeurs hauts à cette fin, et les heureux résultats obtenus ont mérité pour nos Patries et pour nos drapeaux, honneurs et bénédictions. Le Nouveau Monde dont Votre Excellence représente une des plus grandes et glorieuses puissances en union étroite avec la Vieille Nation de l'Europe qui le découvrit, dont je m'honore d'être, quoiqu'indigne, le Représentant, ont pu par notre fraternelle entente accomplir une oeuvre qui reste au milieu de la débâcle qui nous entoure la seule internationale, la seule neutre et une des plus glorieuses de cette épopée tragique.

Elle aurait pu aussi, accomplir une amitié étroite entre nos deux âmes et nos deux esprits, si la bonté de Votre Excellence n'avait pas suffi pour le faire d'elle-même en dehors de tout autre ordre d'idées et de considérations.

Cela bien établi, je n'ai plus besoin d'ajouter l'intérêt avec lequel j'ai lu la lettre de Votre Excellence. J'en supprime tous commentaires, car une fois de plus nos deux âmes se comprennent, et n'ont point besoin de les écrire.

Néanmoins je transmettrai tout son contenu au Gouvernement du Roi, mon Auguste Maître, tandis que comme toujours, je reste tout à Votre Excellence.

Le Marquis de Villalobar

** A Monsieur Brand Whitlock,
Bruxelles

POLITISCHE ABTEILUNG
bei dem
Generalgouverneur in Belgien.

Bruxelles, le 25 février, 1917

Mon cher Monsieur Brand Whitlock :

Après la rupture des relations diplomatiques entre le Gouvernement Impérial et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique j'ai, après m'être concerté avec Monsieur le Ministre

d'Espagne, Protecteur de l'Oeuvre du Ravitaillement, adressé à celui-ci le 10 février une lettre dont il m'a dit vous avoir remis copie. Dans cette lettre je suggérais au Marquis de Villalobar l'idée que dans l'intérêt de l'Oeuvre du Ravitaillement la continuation de votre présence à Bruxelles serait désirable et je lui assurai que dans ce cas Monsieur le Gouverneur Général serait heureux de vous voir consacrer aux travaux de la Commission for Relief votre activité depuis longtemps si utile à cette institution.

Dans des entretiens que j'ai ensuite eu le plaisir d'avoir avec vous à ce sujet, vous m'avez fait savoir que vous comptiez prolonger votre séjour à Bruxelles pour veiller à la continuation du bon fonctionnement de la C.R.B. De mon côté je vous avais assuré que vous pouviez toujours, à votre convenance, quitter la Belgique dans les mêmes conditions comme si vous étiez parti il y a quinze jours.

Dans ces circonstances je crois pouvoir espérer dans l'intérêt de l'Oeuvre du Ravitaillement de la Belgique que votre concours restera acquis à cette oeuvre humanitaire qui grâce aux efforts des nations neutres et belligérantes exerce depuis le début de la guerre ses effets bienfaisants au profit des populations éprouvées de la Belgique et du Nord de la France.

Veillez croire, mon cher Monsieur Whitlock, à l'expression de mes sentiments les plus dévoués et sincères.

Lancken

Notes de Bernard Goorden.

Traduction française : « *L'attente* » in WHITLOCK, Brand ; chapitre III (1917) in *La Belgique sous l'occupation allemande : mémoires du ministre d'Amérique à Bruxelles* ; (Paris ; Berger-Levrault ; 1922) pages 417-427. D'après Brand Whitlock (1869-1934), *Belgium under the German Occupation : A Personal Narrative* ; London ; William HEINEMANN ; 1919, 2 volumes. Voir chapitre 41 (« *Waiting* », intitulé « *The ravitaillement assured* » dans d'autres éditions), volume 2, pages 396-415, e. a., à :

<http://www.idesetautres.be/upload/BRAND%20WHITLOCK%20BELGIUM%20UNDER%20GERMAN%20OCCUPATION%202%20CHAPTER%2041.pdf>

Lisez « **Les ministres protecteurs** » (le marquis de Villalobar, Brand Whitlock et Maurice van Vollenhoven) par **Georges RENCY**, qui constitue le chapitre **XII** de la **première partie** du volume **1** de *La Belgique et la Guerre (La vie matérielle de la Belgique durant la Guerre Mondiale* ; Bruxelles ; Henri Bertels, éditeur ; 1924 = 2^{ème} édition ; pages 135-138) :

<http://www.idesetautres.be/upload/RENCY%20MINISTRES%20PROTECTEURS%20BELGIQUE%20ET%20GUERRE%20T1%20pp135-138.pdf>

Ce serait également intéressant de comparer avec ce que disent des mêmes dates **Louis GILLE**, **Alphonse OOMS** et **Paul DELANDSHEERE** dans *50 mois d'occupation allemande* (Volume 2 : 1916). Voir, e. a., à :

<http://www.idesetautres.be/?p=ides&mod=iea&smod=ieaFictions&part=belgique100>

Ce serait également intéressant de comparer avec ce que dit des mêmes dates Charles TYTGAT dans ***Journal d'un journaliste. Bruxelles sous la botte allemande*** :

<http://www.idesetautres.be/?p=ides&mod=iea&smod=ieaFictions&part=belgique100>

Ce serait également intéressant de comparer avec ce que **Paul MAX** (cousin du *bourgmestre Adolphe MAX*) a dit du même jour dans son ***Journal de guerre (Notes d'un Bruxellois pendant l'Occupation 1914-1918)*** :

[http://www.museedelavilledebruxelles.be/fileadmin/user_upload/publications/Fichier_PDF/Fonte/Journal de%20guerre de Paul Max bdef.pdf](http://www.museedelavilledebruxelles.be/fileadmin/user_upload/publications/Fichier_PDF/Fonte/Journal_de%20guerre_de_Paul_Max_bdef.pdf)

“*L'action du docteur **Blancas***” (en Belgique, pendant la première guerre mondiale) a été publié par Roberto Jorge PAYRO dans le journal ***La Nación***, de Buenos Aires, le 17 février 1919.

L'essentiel du document est constitué par un article, paru dans ***L'Etoile Belge*** du 19/12/1918, hommage à l'ambassadeur argentin, que Roberto Jorge PAYRO a presque intégralement traduit.

<http://idesetautres.be/upload/PAYRO%20ACTION%20DOCTEUR%20BLANCAS%201914-.pdf>